

Un système de planification des biens des ressources naturelles et un modèle de compilation axé sur la mise en oeuvre de la planification des biens du point de vue de l'aménagement du territoire

WANG Zhaoyu, ZHOU Yu

Résumé: Promouvoir la préservation de la valeur et l'appréciation des ressources naturelles est un objectif intrinsèque de l'aménagement du territoire. Toutefois, l'aménagement du territoire ne permet toujours pas de mesurer adéquatement la valeur des biens et la planification des ressources naturelles doit jouer un rôle supplémentaire plus important. La présente étude fait valoir que la planification est un mécanisme essentiel pour promouvoir la préservation et l'appréciation de la valeur des ressources naturelles et que l'aménagement du territoire joue un rôle décisif dans l'attribution de la valeur de ces ressources. L'objectif principal de la planification des ressources naturelles est de parvenir à un équilibre financier entre les activités à valeur ajoutée et l'allocation des ressources dans un cadre spatial et temporel défini grâce à une protection, une utilisation et une allocation intégrées des ressources et des actifs. Il devrait être placé en tant que plan spécialisé relatif à l'espace territorial, y compris les plans d'allocation globale des municipalités et des comtés et les plans spécifiques d'allocation des unités, complétés par des plans de mise en oeuvre de projets d'équipement qui améliorent les voies de planification et de mise en oeuvre. La planification des ressources naturelles axée sur la mise en oeuvre consiste en la planification des unités de répartition et les plans de mise en oeuvre des projets d'ensemble d'actifs. Il devrait être lié à une planification détaillée par une rétroaction interactive, en veillant à ce que la disposition des droits, les intrants et les produits spécifiés dans la planification des biens soient coordonnés avec les indicateurs d'aménagement du territoire et de contrôle déterminés par une planification détaillée, et en précisant les voies de mise en oeuvre pour la préparation des biens, le solde des fonds, les procédures d'approbation, les conditions d'approvisionnement, les canaux de financement et le partage des recettes.

Mots-clés: planification des ressources naturelles; unité de répartition; modèle de compilation; garantie de mise en oeuvre; préservation et appréciation de la valeur

Pendant longtemps, les ressources naturelles en Chine ont été gérées par catégorie et réparties de manière fragmentée. Il en est résulté des décalages entre les droits et les responsabilités en matière de protection et d'utilisation des ressources et il est difficile de relier et de diffuser la valeur des différentes ressources [1-2]. La création du Ministère des ressources naturelles, ainsi que l'exercice unifié des responsabilités des propriétaires en ce qui concerne les ressources naturelles appartenant à l'État et le contrôle unifié de toutes les utilisations de l'espace territorial et de la protection et de la restauration écologiques, l'aménagement intégré des grandes zones de fonctions, l'aménagement du territoire, l'aménagement urbain et rural et d'autres plans spatiaux dans un système unifié d'aménagement du territoire. Il s'agissait d'un arrangement stratégique majeur du Comité central de la CPC visant à faire passer la gouvernance territoriale-espace du contrôle segmenté à la gouvernance intégrée dans le cadre de la civilisation écologique [3-5]. L'aménagement du territoire organise le développement et la protection de l'ensemble du territoire [6] et la promotion de la préservation et de l'appréciation de la valeur des ressources naturelles est une méta-règle pour la construction du système d'aménagement du territoire [7].

À l'heure actuelle, les plans-cadres territoriaux ont largement achevé la compilation et l'approbation. Grâce à la délimitation de trois zones et de trois lignes, à la clarification de l'utilisation des terres et de la mer et à l'identification de grands projets de construction et de remise en état écologique, ces plans ont pris des

dispositions concrètes pour la protection et l'utilisation des ressources naturelles de l'ensemble du territoire. Pourtant, ces dispositions visent principalement à équilibrer la rareté des ressources naturelles avec les besoins illimités de développement socioéconomique. Ils n'ont toujours pas de réponse efficace à la façon dont les ressources spatiales limitées peuvent générer une valeur fonctionnelle maximale et promouvoir la préservation et l'appréciation des ressources naturelles. La façon de formuler des règles et des plans pour la répartition coordonnée des ressources naturelles est donc devenue une question essentielle pour les services des ressources naturelles dans la réalisation des deux unifications.

La recherche sur la planification des ressources naturelles est encore exploratoire. Les études existantes portent principalement sur les objectifs de planification, le positionnement, les systèmes, les objets et les acteurs responsables. En ce qui concerne les objectifs, un consensus de base s'est dégagé sur le fait que la planification des ressources naturelles devrait planifier la protection et l'utilisation des ressources naturelles, déterminer comment les actifs sont répartis au cours de la période de planification, si les coûts et les rendements sont équilibrés et comment les rendements sont distribués, favorisant ainsi la préservation et l'appréciation de la valeur [8]. En ce qui concerne le positionnement, les chercheurs ont examiné la relation entre la planification des ressources naturelles et l'aménagement du territoire du point de vue des responsabilités fondamentales des deux unifications et de la séparation de deux droits. Certaines études placent les deux plans comme parallèles et indépendants dans le système de planification [9], les considèrent comme un soutien aux droits des propriétaires et aux droits de réglementation et placent la planification des ressources naturelles comme un plan spécialisé dans le système national de planification du développement [10-11]. D'autres considèrent les deux types de planification comme se soutenant mutuellement et positionnent la planification des ressources naturelles comme un plan spécialisé dans l'aménagement du territoire [8,12].

En ce qui concerne les systèmes de planification, un cadre de quatre niveaux et de trois types a été proposé du point de vue des sujets confiés aux agences et des liens avec l'aménagement du territoire. La hiérarchie de compilation couvre les plans d'actifs nationaux, provinciaux, municipaux et de comté [13]. Il s'agit notamment de plans globaux pour les biens appartenant à l'État sur l'ensemble du territoire, de plans spécialisés pour des fonctions, des ressources ou des liens particuliers [14] et de plans d'unités de répartition des biens pour des domaines particuliers [15-16]. En ce qui concerne les objets de planification, les études portent principalement sur les avoirs existants en ressources naturelles appartenant à l'État et les avoirs supplémentaires au cours de la période de planification, tandis que certains chercheurs soutiennent également qu'il convient d'inclure les avoirs collectifs en ressources naturelles nécessitant une coordination globale. En ce qui concerne les acteurs responsables, étant donné que le projet pilote du mécanisme d'agence chargée des ressources naturelles de l'État exige explicitement l'exploration de la protection et l'utilisation de la planification en tant qu'obligation des agents exerçant des responsabilités de propriétaire, la plupart des études estiment que la planification des ressources naturelles devrait être organisée par les entités qui représentent ou agissent pour le compte des propriétaires dans le cadre de leur compétence [13,15].

En outre, certaines études ont examiné comment l'aménagement du territoire devrait répondre à la perspective de l'ensemble des ressources dans la compilation, la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation. Ils proposent d'intégrer le tri des droits de propriété, la préparation des actifs, la répartition des actifs, la comptabilisation des valeurs et l'analyse des avantages découlant de la planification des ressources naturelles dans le système d'aménagement du territoire [16-17]. En décembre 2024, le Ministère des ressources naturelles a émis des avis sur la promotion de la réalisation de la valeur écologique des produits grâce à une protection de haut niveau et à une utilisation efficace des ressources naturelles, qui ont proposé d'étudier la compilation des plans d'allocation des ressources naturelles et de renforcer la coordination et la rétroaction avec l'aménagement du territoire. Toutefois, les recherches existantes doivent encore préciser la relation entre la planification des ressources

naturelles et l'aménagement du territoire, en particulier en partant du principe que les plans-cadres, les plans spécialisés connexes et les plans détaillés produisent des effets différenciés sur les actifs et servent de base légale pour le contrôle de l'utilisation et la répartition de la valeur spatiale.

Le positionnement fonctionnel, l'architecture du système et la voie de mise en oeuvre de la planification des ressources naturelles demeurent insuffisamment clairs. Dans le même temps, les études du système de planification n'ont pas répondu de manière adéquate si les plans à différents niveaux et de types différents ont suffisamment de profondeur pour calculer un compte d'actif cohérent, ni précisé pour qui la planification crée de la valeur, sur quelle évaluation de la valeur de la portée spatiale devrait être définie, et par quelle logique la préservation de la valeur et l'appréciation des ressources naturelles peuvent être réalisées. Se fondant sur la méta-règle de la planification et sur sa logique opérationnelle pour promouvoir la préservation de la valeur et l'appréciation des ressources naturelles, le présent document analyse le rôle et les lacunes de l'aménagement du territoire dans l'appréciation des ressources, propose le positionnement et le système de planification des ressources naturelles dans la perspective de la coordination avec l'aménagement du territoire, et définit en outre un modèle de compilation axé sur la mise en oeuvre et des garanties de mise en oeuvre.

1 Le rôle de la planification dans la préservation et l'augmentation de la valeur des ressources naturelles

1.1 La logique circulaire de préservation de la valeur et d'appréciation des ressources foncières

Au cours des quatre dernières décennies, la croissance économique de la Chine a été largement stimulée par l'urbanisation. La principale force motrice de l'urbanisation ne provient pas des entreprises ni du gouvernement central, mais des administrations locales [18]. La principale impulsion de l'investissement des administrations locales provient de la capacité de financer par la terre et de créer des flux de trésorerie. La propriété par l'État des terres urbaines, la propriété collective des terres rurales et le mécanisme de gestion qui sépare la propriété foncière des droits d'utilisation des terres créent des conditions institutionnelles pour que les gouvernements urbains monopolisent le marché foncier primaire [19-20].

Les gouvernements urbains ont formé une logique circulaire d'appréciation de la valeur dans laquelle les ressources foncières sont valorisées, les biens fonciers sont capitalisés et le capital conduit à une nouvelle phase de capitalisation des biens fonciers. Plus précisément, les gouvernements urbains déterminent l'utilisation et l'intensité des terres grâce à l'aménagement urbain, clarifient la valeur des terres ayant des utilisations, des emplacements et des capacités différents, puis transfèrent une partie des droits du propriétaire en fournissant des terres et en identifiant les détenteurs de droits d'utilisation des terres. Dans ce processus, la capitalisation des biens fonciers se reflète principalement dans trois aspects : après avoir fourni des terres opérationnelles, le gouvernement obtient un revenu de transport de terres unique; après avoir fourni des terres, les utilisateurs développent des industries et créent des flux de trésorerie continus, à partir desquels le gouvernement reçoit des recettes fiscales; et les titulaires de droits d'utilisation des terres obtiennent une partie des droits de propriétaire, utilisent les terres pour produire des biens ou fournir des services, et peuvent également négocier ou hypothéquer des droits d'utilisation des terres pour obtenir des revenus ou du financement.

Après avoir tiré profit de la capitalisation des biens fonciers, le gouvernement transforme la mise en valeur et la construction des ressources foncières en installations publiques de soutien et en biens appartenant à l'État, puis alloue de nouvelles ressources foncières pour promouvoir une nouvelle série de capitalisation des ressources foncières appartenant à l'État. Dans ce cycle, les actifs des ressources foncières évoluent de la valeur actuelle à la valeur prévue, à la valeur transactionnelle, puis à la valeur de produit ou à la valeur d'exploitation. La planification détermine les différences spatiales dans la valeur des terres et, par le biais du mécanisme de planification-permis, appuie le financement des administrations urbaines, la production de revenus, la

prestation de services, l'équilibre financier et l'acquisition du rendement en attribuant des terres ayant des utilisations et des intensités différentes [21].

1.2 Aménagement du territoire et valorisation des ressources naturelles

Les ressources naturelles sont des éléments fondamentaux de la survie humaine, de la production et de la vie quotidienne. Sous différents degrés de développement et d'utilisation, ils possèdent des attributs de ressources, d'actifs et de capital. Les attributs de ressources se rapportent aux fonctions naturelles et aux propriétés environnementales qui constituent la base matérielle et le vecteur spatial du développement socioéconomique. Les attributs d'actif se rapportent aux droits d'utiliser les ressources, aux responsabilités de les protéger et aux biens économiques qui peuvent générer des revenus pour les titulaires de droits. Les attributs de capital se rapportent aux biens de circulation et d'appréciation des actifs [22]. En 2018, le Plan d'Approfondissement de la Réforme des Institutions du Parti et de l'Etat a assigné les deux unifications aux départements des ressources naturelles. L'objectif principal de l'exercice unifié des responsabilités des propriétaires des ressources naturelles appartenant à l'État est de préserver et d'accroître la valeur des ressources naturelles appartenant à l'État. L'exercice unifié de tout contrôle de l'utilisation de l'espace territorial ainsi que de la protection et de la restauration écologiques signifie que les changements d'utilisation et de restauration écologique de l'espace territorial appartenant à l'État ou non à l'État relèvent de l'autorité des services des ressources naturelles [7]. Les ressources naturelles, les actifs et le capital dépendent tous des transporteurs territoriaux fixes. Dans le cadre du système d'intégration à plans multiples de l'aménagement du territoire, la planification prévoit des activités de développement et de protection pour tous les éléments des régions administratives. La logique de rôle par laquelle la planification augmente la valeur des biens fonciers devrait donc être étendue à tous les avoirs en ressources naturelles. Promouvoir la préservation de la valeur et l'appréciation des ressources naturelles appartenant à l'État est une méta-règle pour la construction du système d'aménagement du territoire [7]. La société confère au gouvernement le pouvoir légal d'exercer le contrôle de l'utilisation de l'espace par l'approbation de la conversion, la délivrance de permis et d'autres procédures juridiques; par conséquent, le gouvernement a la responsabilité de créer de la valeur pour la société par la mise en oeuvre des institutions de planification [23].

En tant que politique publique qui regroupe le consensus du gouvernement, des acteurs du marché et des détenteurs de droits, coordonne le développement et la sécurité, et fournit la base fondamentale pour le développement, la protection, la construction et le contrôle d'utilisation unifié, l'aménagement du territoire est le vecteur de mise en oeuvre et d'intégration organique des deux unifications. C'est aussi l'instrument du pouvoir public par lequel les gouvernements à différents niveaux représentent l'État dans la réglementation des activités de développement et de protection attachées à tous les espaces territoriaux. Sa proposition fondamentale est de coordonner le développement et la sécurité du point de vue de l'intérêt général du public, de rechercher un équilibre entre la rareté des ressources spatiales et la demande illimitée, et de réglementer les externalités dans la mise en valeur et l'utilisation des ressources afin que les ressources spatiales limitées puissent réaliser une valeur fonctionnelle maximale [2,24].

La promotion de l'appréciation des ressources naturelles fait donc partie du mandat inhérent à l'aménagement du territoire. Il a pour fonction de préciser les niveaux de référence et les exigences en matière de contrôle du développement spatial et d'unifier les objectifs de protection de la sécurité nationale, d'appui au développement national et de promotion de l'appréciation des ressources grâce à une allocation optimisée des ressources spatiales [24].

1.3 Le rôle décisif de l'aménagement du territoire dans l'affectation de la valeur des ressources naturelles

Étant donné que les ressources naturelles ont des caractéristiques spatiales, l'aménagement du territoire, qui constitue la base légale du développement, de la protection, de la construction et du contrôle de l'utilisation unifiée, joue un rôle décisif dans l'affectation de la valeur des ressources naturelles. Ce rôle apparaît à la fois dans la macro allocation des droits de développement spatial entre les gouvernements à différents niveaux et dans la micro allocation de la valeur spatiale à des parcelles spécifiques [25]. Elle est principalement exprimée en trois aspects.

Premièrement, la planification détermine la quantité totale, les niveaux de référence, les limites et les droits de l'espace de développement et de protection pour les unités administratives à différents niveaux. Les plans territoriaux de gestion de l'espace à tous les niveaux définissent, de haut en bas, la quantité totale de terres cultivées et de terres agricoles de base permanentes, les lignes directrices en matière de protection écologique, le coefficient d'expansion et l'échelle totale des limites de développement urbain, les totaux des terres forestières et d'autres contraintes liées à la sécurité alimentaire, à la sécurité écologique et à l'optimisation de la production. Ces indicateurs obligatoires et les niveaux de référence rigides déterminent le montant total et la disposition des droits d'aménagement du territoire dont dispose chaque palier de gouvernement. En délimitant les limites des terrains de construction urbaine et des terrains de construction villageoise, la planification clarifie également l'étendue des droits de propriété des terres appartenant à l'État, y compris les terres existantes, proposées et potentiellement appartenant à l'État, et les terres détenues collectivement au cours de la période de planification [2].

Deuxièmement, la planification détermine la configuration spatiale et l'emplacement des terres ayant des utilisations et des fonctions différentes. Les plans-cadres territoriaux des municipalités, des comtés et des villes précisent l'aménagement des différentes fonctions d'utilisation des terres par l'organisation et l'optimisation de la structure fonctionnelle. Des plans détaillés définissent en outre les limites des parcelles pour les différentes fonctions d'utilisation des terres en fonction de l'optimisation de l'aménagement des terres et des installations d'appui dans des unités spécifiques. Ils ajustent et optimisent la disposition originale des droits spatiaux et distinguent les terrains opérationnels, tels que les terrains commerciaux, résidentiels et industriels, des terrains d'intérêt public, tels que les espaces verts, les services publics et les infrastructures. De cette façon, les plans directeurs et les plans détaillés créent une deuxième différenciation de la valeur des ressources naturelles en distinguant l'intérêt public et l'utilisation opérationnelle des terres.

Troisièmement, la planification détermine les conditions de contrôle de l'aménagement et de l'utilisation des terres ayant le même type de fonction. Des plans détaillés calculent la capacité de charge des installations et les coûts de mise en œuvre à l'intérieur d'unités spécifiques et précisent des indicateurs de contrôle tels que le rapport surface-sol, le rapport espace-vert, le coefficient de construction et les installations d'appui. Ils attribuent ainsi une valeur différenciée aux terres ayant des fonctions similaires [26] et génèrent une troisième différenciation de la répartition de la valeur des ressources naturelles.

La valeur des ressources naturelles est influencée par la qualité des ressources et par des facteurs clés tels que l'emplacement géographique, le type d'utilisation des terres, la capacité de développement et les installations d'appui. L'aménagement du territoire est la base légale pour déterminer ces facteurs. Il détermine l'échelle globale, la nature, le type, la distribution et la différenciation de la valeur spatiale des actifs, et contrôle les transporteurs spatiaux attachés aux actifs des ressources naturelles au moyen de procédures juridiques telles que l'approbation de la conversion, la gestion de l'accès et les permis. Elle joue donc un rôle décisif dans l'attribution de la valeur aux ressources naturelles et influence la propriété, les droits usufruitiers, l'emplacement géographique et les relations de parcelles spécifiques (fig. 1).

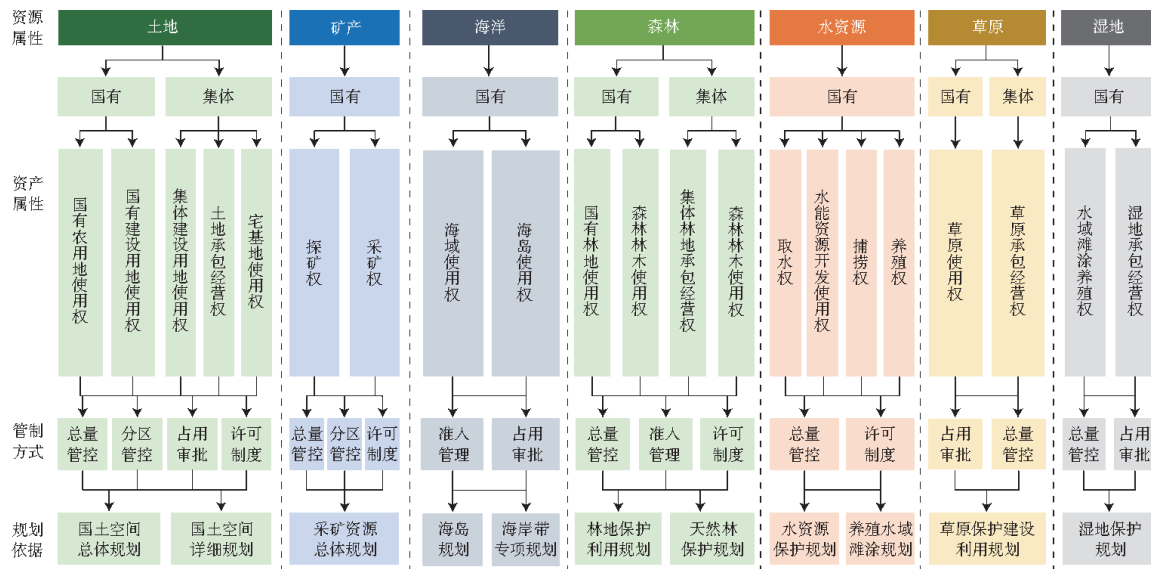


图 1 各类自然资源开发利用与国土空间规划关系

Fig. 1 Relation entre le développement et l'utilisation des ressources naturelles et l'aménagement du territoire.

2 Système de planification des ressources naturelles du point de vue de la coordination avec l'aménagement du territoire

2.1 Lacunes de l'aménagement du territoire dans la préservation et l'augmentation de la valeur des ressources naturelles

La logique de travail pour préserver et augmenter la valeur des ressources naturelles peut être résumée comme un inventaire des ressources et des actifs, l'attribution de la valeur par la planification, la préparation intégrée à la mise en oeuvre, les transactions sur le marché des actifs, la distribution des revenus des transactions, la vente et l'exploitation des produits et la distribution des revenus des produits (fig. 2). Dans le système d'aménagement du territoire à cinq niveaux et à trois niveaux, les plans-cadres territoriaux et les plans détaillés sont des bases légales pour le développement urbain et rural et la construction, l'amélioration et le renouvellement, la protection et la restauration, et la délivrance de permis de planification. Ils sont les principaux vecteurs de planification pour promouvoir l'appréciation des ressources naturelles. En clarifiant les caractéristiques telles que la construction et non-construction, l'État et les ressources et les actifs collectifs, l'intérêt public et opérationnel, la planification est également en mesure de distinguer les services, les revenus et le financement des terrains en termes d'équilibre financier d'exploitation urbaine [21]. Cela est essentiel pour équilibrer le coût de la préparation des ressources et le rendement de l'appréciation.

Les terres non bâties, représentées par des terres cultivées, des jardins, des forêts et des zones humides, sont généralement améliorées par des dépenses publiques, telles que l'amélioration des conditions de culture et la mise en oeuvre de la restauration écologique, et réalisent une valeur économique par le biais de transactions agricoles et de produits écologiques. Parmi les terrains de construction, les terrains d'intérêt public pour l'administration, les services publics, les transports, les services publics, l'espace vert et l'espace ouvert sont principalement développés au moyen de dépenses publiques destinées aux résidents et aux entreprises. Les terres opérationnelles, comme les terres industrielles et commerciales, génèrent des revenus uniques pour les moyens de transport par voie d'appels d'offres, d'enchères et d'inscriptions, et peuvent également générer des recettes fiscales continues grâce à l'attraction des investissements et au développement industriel. Les terres

résidentielles génèrent principalement des revenus de transport uniques pour le gouvernement et exercent une fonction de financement plus importante.

Dans le processus de mise en œuvre de la protection et de l'utilisation des ressources naturelles selon la planification, les relations existant entre les biens immobiliers doivent être ajustées et reconstruites, et la préparation intégrée doit être effectuée au moyen de dépenses publiques. On peut constater que les types d'utilisation des terres attribués par les plans territoriaux d'aménagement du territoire sont essentiels pour équilibrer les dépenses publiques et les recettes au sein de la zone administrative et de la période de planification d'une administration locale. La promotion de l'appréciation des ressources naturelles nécessite donc le calcul d'un compte important dans la planification. Toutefois, les plans directeurs approuvés en vigueur déterminent principalement les modalités d'utilisation des terres en fonction de la dotation en ressources, de l'optimisation de la disposition spatiale, des besoins en matière de mise en œuvre des projets et d'autres rationalités techniques. Elles ne sont pas suffisamment liées aux travaux d'inventaire au début de la chaîne d'appréciation de la valeur et elles ne tiennent pas compte de la question de savoir si l'ajustement de la structure d'utilisation des terres peut soutenir l'équilibre financier et favoriser ainsi l'appréciation des ressources.

Des plans détaillés définissent les limites des différents types d'utilisation des terres et des indicateurs de contrôle tels que l'intensité du développement. Ils constituent la base la plus directe et la plus concrète de la restructuration des relations entre les droits de propriété dans l'espace et sont essentiels pour que les acteurs du développement et de la protection puissent équilibrer les coûts et les rendements dans un domaine donné. La planification détaillée doit donc calculer un petit compte. À mesure que le développement de l'espace dans certaines villes de premier plan entre dans la phase de constitution de stocks, la planification détaillée des unités de rénovation urbaine a créé une voie pratique d'inventaire des biens, de reconstruction des droits, d'attribution de valeur fondée sur la planification, d'appréciation de l'offre et de répartition des revenus pour accroître la valeur des ressources foncières internes urbaines. Cette voie doit être étendue à un modèle de compilation et de mise en oeuvre pour tous les avoirs en ressources naturelles au sein d'unités spécifiques.

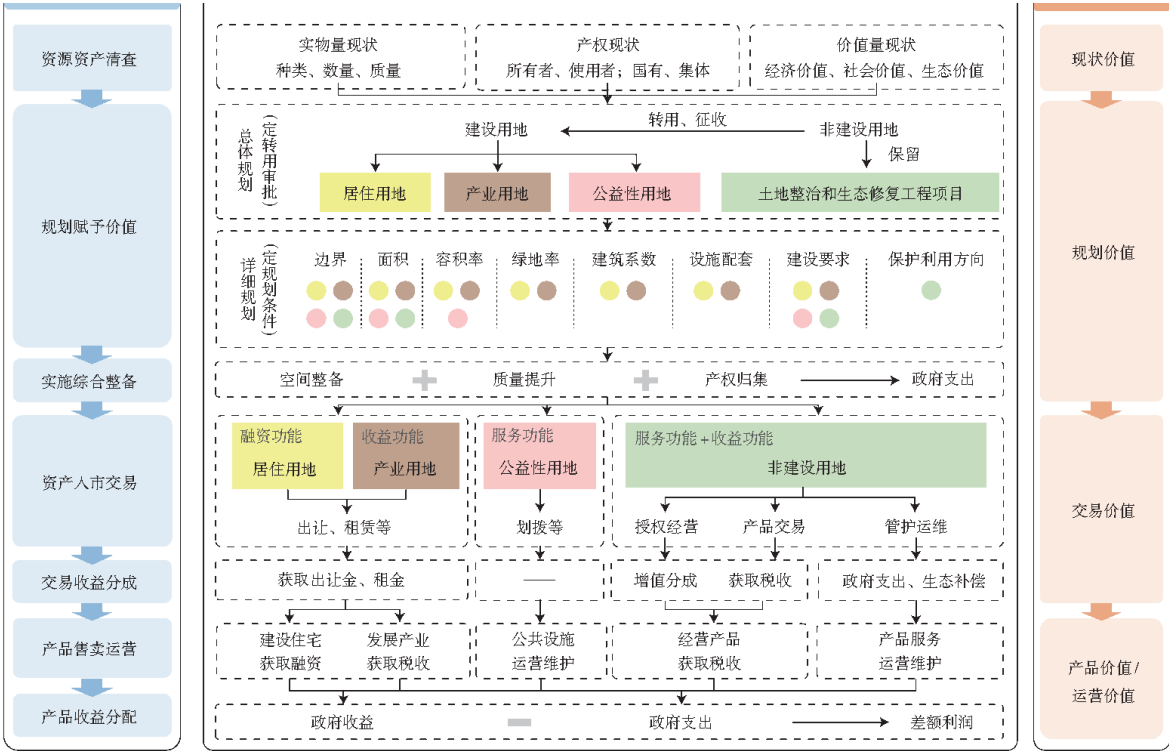


Figure 2 Justification de la planification de la préservation de la valeur et de l'appréciation des ressources naturelles.

2.2 Le rôle supplémentaire et la construction de systèmes de planification des actifs pour l'appréciation des ressources naturelles

2.2.1 Positionnement de la planification des ressources naturelles

L'objectif principal de la planification des ressources naturelles est de promouvoir la préservation et l'appréciation de la valeur des ressources naturelles par leur protection et leur utilisation. Selon les avis du Comité central du CPC et du Conseil d'État sur l'établissement d'un système d'aménagement du territoire et la supervision de sa mise en œuvre, l'aménagement du territoire comprend l'aménagement du territoire, la planification détaillée et l'aménagement du territoire spécialisé. Les plans spécialisés connexes sont des arrangements spécifiques pour le développement, la protection et l'utilisation de l'espace qui comportent des fonctions particulières et impliquent une utilisation spatiale. Les ressources naturelles possèdent des caractéristiques spatiales. Qu'il s'agisse de la protection et de l'utilisation des ressources de l'État ou de la sélection et de la répartition des actifs, cette planification ne peut être séparée de la cartographie des relations entre les droits de propriété et l'espace ou de l'influence des relations spatiales sur la valeur des actifs. En substance, il s'agit d'un plan spécialisé impliquant une utilisation spatiale. Son objectif est conforme à l'objectif ultime de la méta-règle du système d'aménagement du territoire, à savoir préserver et accroître la valeur des ressources naturelles publiques [7]. Sa mise en œuvre doit suivre les conditions de contrôle et l'orientation de la valeur des plans-cadres territoriaux et des plans détaillés. Il devrait donc être placé comme un plan spécialisé lié à l'espace territorial.

2.2.2 Système de planification des ressources naturelles

La préservation et l'augmentation de la valeur des ressources naturelles sont essentielles pour permettre aux propriétaires d'équilibrer les coûts et les rendements, ou d'obtenir des profits, de la protection et de l'utilisation des ressources naturelles. Étant donné que la planification des ressources naturelles vise à promouvoir la préservation et l'appréciation de la valeur des actifs et à créer une valeur d'actif maximale, pour qui elle crée de la valeur et sur quelle portée spatiale elle mesure la valeur sont des questions essentielles pour soutenir l'équilibre financier dans la protection et l'utilisation. Ce sont aussi des questions auxquelles il faut répondre pour déterminer l'acteur responsable, l'objet de planification et le système hiérarchique de planification. Dans le cadre de l'actuel modèle d'exercice de propriété à trois niveaux, élaboré dans le cadre de projets pilotes confiés aux organismes, dans le cadre duquel le Ministère des ressources naturelles assume les responsabilités des propriétaires au nom des gouvernements des États et des provinces et des municipalités, les études existantes font généralement valoir que la planification des ressources naturelles devrait être préparée par des entités qui représentent ou agissent au nom des propriétaires pour les ressources qui relèvent de leur compétence. Dans le cadre de ce modèle organisationnel, différents niveaux administratifs peuvent impliquer plusieurs sujets qui exercent la propriété, et les ressources sous la responsabilité d'un même sujet peuvent couvrir plusieurs domaines administratifs. Cela peut fragmenter la portée spatiale dans laquelle les ressources peuvent générer conjointement une appréciation de la valeur. De plus, au sein d'une même région, les sujets qui assument les responsabilités de propriétaire pour différents avoirs de ressources naturelles sont divers. Étant donné que le mécanisme confié implique des droits civils, chaque acteur a tendance à rechercher le maximum d'avantages dans l'exercice de ses droits, ce qui générera inévitablement des externalités pour les ressources environnantes.

Pour le système hiérarchique de planification des ressources naturelles, la répartition des responsabilités entre les représentants ou agents des propriétaires et les organes de gestion devrait être envisagée en même temps que la granularité de planification nécessaire pour calculer la préservation et l'appréciation de la valeur. Aux niveaux national et provincial, les échelles spatiales sont importantes et les gouvernements se concentrent davantage sur la sécurité nationale, le développement global et l'équilibre régional. À ces niveaux, les plans mettent l'accent sur la stratégie et la coordination, ce qui rend difficile le calcul d'un compte complet pour la préservation et l'appréciation de la valeur des ressources naturelles appartenant à l'État. Au niveau des municipalités et des comtés, les administrations locales sont les principaux acteurs dans la préparation des ressources, le financement, la construction et l'exploitation. Les plans directeurs municipaux et de comté et les plans détaillés ont déjà clarifié les limites géographiques statutaires de certains biens. Il est donc possible de calculer un compte important pour la répartition globale des ressources dans l'ensemble de la municipalité ou du comté en fonction des caractéristiques de service, de revenu et de financement des différents actifs, et de calculer de petits comptes pour la répartition affinée dans des unités spécifiques. La hiérarchie de la planification des ressources naturelles devrait donc être axée sur les municipalités et les comtés et mettre l'accent sur la mise en œuvre.

Le système de planification des ressources naturelles devrait comprendre deux types : les plans d'allocation globale et les plans des unités d'allocation (fig. 3). Premièrement, le système global d'allocation des ressources naturelles devrait commencer par l'intérêt général de préserver et d'accroître la valeur des ressources naturelles de l'État. Compte tenu de l'influence et de la dépendance mutuelles entre les ressources naturelles, du fait que les biens ne peuvent pas être simplement séparés et gérés en fonction de la propriété publique ou collective [8], et de la nécessité pour le pouvoir public dans l'aménagement du territoire d'établir ou de garantir l'ordre en cas de conflit de valeurs [28], les gouvernements des communes et des comtés devraient organiser la préparation de tels régimes. Ils devraient coordonner les demandes d'appréciation de la valeur exprimées par différents sujets d'exercice des droits de propriété, planifier tous les biens appartenant à l'État relevant de la juridiction administrative, et également coordonner les avoirs collectifs en ressources naturelles, si nécessaire pour l'attribution combinée des ressources et des actifs. Ils devraient identifier les domaines clés pour la protection, l'utilisation et la préparation intégrée des ressources naturelles et soumettre le programme au gouvernement au même niveau pour approbation après examen par le comité permanent du congrès populaire.

Un système municipal d'allocation globale devrait mettre l'accent sur la coordination. Sur la base de la configuration de l'aménagement et de la protection de l'espace territorial à l'échelle municipale, il devrait mettre en œuvre les exigences de référence en matière de contrôle, coordonner les ressources minérales, marines, forestières, herbages, zones humides, eaux, parcs nationaux et autres plans de ressources et les exigences en matière d'accès, déterminer les principaux domaines d'activité pour la préparation des ressources naturelles et proposer des directives sur la fonction, la qualité et la préparation des droits. Un plan global d'allocation au niveau des comtés devrait mettre l'accent sur la planification. Sur la base du système municipal, il devrait désigner des unités d'allocation dans les principales zones de préparation en fonction du potentiel de mise en œuvre à court terme, préciser la direction dominante d'allocation de chaque unité par type d'actif-ressources, clarifier la question de la préparation des actifs-ressources et la méthode de collecte des droits, proposer des orientations pour la fourniture combinée d'actifs-ressources et la répartition des droits, et définir le calendrier de mise en œuvre pour chaque unité d'allocation. Cela sert de base à la préparation des plans d'allocation des unités.

Deuxièmement, un plan d'allocation des ressources naturelles devrait mettre l'accent sur la mise en œuvre. Il sert à la fois de plate-forme pour les titulaires de droits et les organes de gestion pour négocier la préservation et l'appréciation de la valeur dans un domaine particulier et comme base de la préparation intersectorielle et de

la propriété croisée, de la collecte des droits et de la fourniture combinée de ressources naturelles. Les gouvernements populaires au niveau des comtés ou au-dessus devraient organiser dynamiquement l'élaboration de plans d'allocation pour des unités spécifiques de ressources naturelles orientées vers la mise en œuvre et les soumettre pour approbation. Dans le même temps, les plans des unités d'allocation devraient être affinés au moyen de plans de mise en œuvre de projets d'équipement pour répondre à la demande du marché. Ces programmes devraient être élaborés par les acteurs de la mise en œuvre du projet conformément au plan d'allocation des unités et devraient préciser davantage la préparation du paquet d'actifs, l'approvisionnement, le partage des recettes et d'autres voies de mise en œuvre. Pour les zones de construction urbaines-rurales concentrées, les plans détaillés et les plans villageois ont déjà une fonction d'allocation des biens. La planification des unités d'affectation devrait donc se concentrer sur les zones de construction non concentrées où il est urgent de combiner l'approvisionnement en ressources et la réalisation de la valeur des produits écologiques, avec des orientations d'allocation dominantes telles que l'intégration urbaine-rurale, les loisirs écologiques, la coordination terre-mer, l'intégration de l'agriculture, de la culture et du tourisme, l'intégration des industries primaires, secondaires et tertiaires et l'intégration des terres minières (fig. 4).

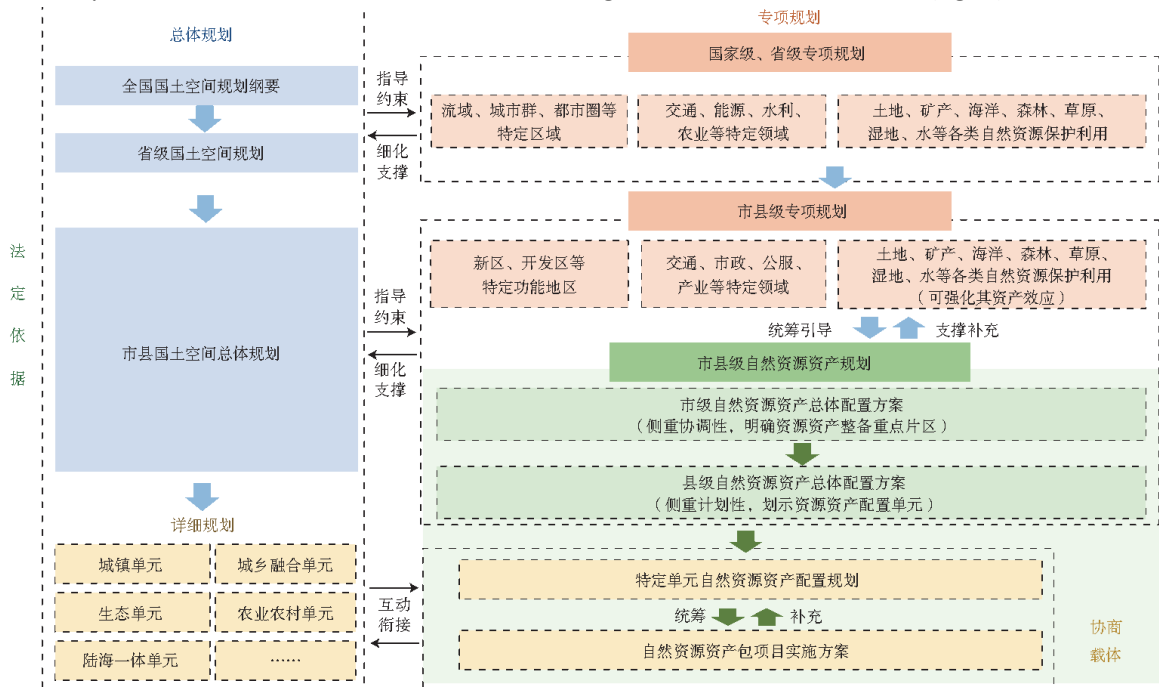


Fig. 3 Relation entre la planification des ressources naturelles et le système d'aménagement du territoire.

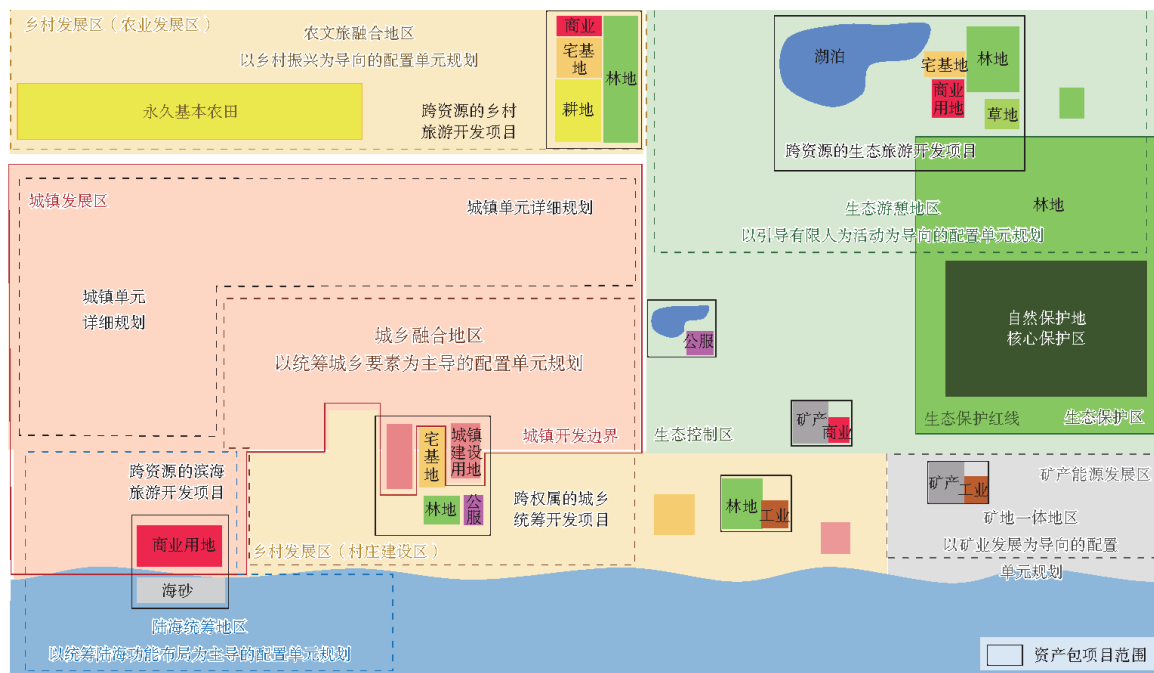


Figure 4 Planification des unités de répartition des ressources dans les zones de construction non concentrées et indication des directions dominantes.

3 Modèle de compilation pour la planification des ressources naturelles axée sur la mise en œuvre

La planification des ressources naturelles axée sur la mise en œuvre est un plan de déploiement concret pour la planification des allocations et la mise en œuvre des ressources naturelles au sein d'une unité spécifique. En combinaison avec le processus concret de mise en œuvre de l'allocation, il devrait inclure la planification des unités d'allocation et les plans de mise en œuvre des projets d'équipement.

3.1 Planification de l'unité d'allocation: clarification de la disposition des droits pour la protection et l'utilisation des ressources naturelles

La planification des unités d'allocation, c'est-à-dire la planification de l'allocation des ressources naturelles pour une unité donnée, met l'accent sur les ressources naturelles, où et dans quelle quantité devraient être allouées dans un espace territorial donné, et sur la question de savoir si cette allocation peut soutenir l'équilibre financier entre la protection et l'utilisation au sein de l'unité. Étant donné que la planification détaillée définit les fonctions d'utilisation spatiale et les capacités des ressources naturelles, la planification de l'unité d'allocation doit se rattacher à la planification détaillée et s'y intégrer. Il devrait veiller à ce que la disposition des droits, les intrants et les produits spécifiés dans la planification de l'allocation des unités soient coordonnés avec les indicateurs de disposition et de contrôle de l'utilisation des terres déterminés par une planification détaillée. Les principaux liens sont les suivants.

3.1.1 Délimiter les unités d'allocation : coordonner les éléments de ressources, la propriété des actifs et les limites de mise en œuvre

En réponse à la demande du marché, les unités d'allocation devraient être définies en fonction des principaux domaines d'allocation des ressources identifiés dans la planification globale des ressources naturelles ou des domaines de valeur potentiels identifiés par l'inventaire des ressources naturelles. La délimitation devrait tenir compte de la nature systémique de la gouvernance des ressources naturelles, de l'applicabilité de l'ajustement des droits de propriété, de la faisabilité de l'appréciation de la valeur par l'attribution des actifs et de l'efficacité

de la gestion intégrée des allocations. Conformément aux principes de coordination fonctionnelle, de propriété claire, de riche combinaison et d'échelle appropriée, la limite de l'unité devrait être fondée sur les éléments de ressources, la propriété des actifs, la gestion administrative et les unités de planification détaillées. Elle devrait mettre l'accent sur la combinaison organique des ressources d'intérêt public et des ressources opérationnelles, des fonctions de service, de financement et de recettes, ainsi que des actifs publics et collectifs au besoin.

L'unité d'allocation offre un cadre de mise en œuvre unifié pour les enquêtes détaillées, l'évaluation actuelle des actifs, l'ajustement des droits et la reconstruction, la protection et l'utilisation de la comptabilité des coûts, la préparation intégrée des actifs et la fourniture combinée d'actifs.

3.1.2 Analyser la base existante : établir six listes de ressources, d'actifs, de fonds, de conditions, de demandes et de politiques

Compte tenu des résultats de l'inventaire des ressources naturelles, des enquêtes sur les changements de terres, des enquêtes spécialisées sur les ressources naturelles, de l'enregistrement des biens immobiliers et des travaux connexes, le plan devrait préciser la quantité physique, la quantité de valeur, l'état de développement et d'utilisation, les relations entre les biens et les droits de propriété et les avantages d'utilisation de diverses ressources au sein de l'unité d'attribution, et constituer des listes des ressources et des actifs actuels. Il devrait trier les fonds budgétaires publics disponibles, tels que les fonds de revitalisation rurale, les fonds de subvention pour l'eau de montagne, les obligations spéciales, les investissements en capital social, le financement des institutions financières et le produit des transactions indexées, et constituer une liste de financement. Il devrait analyser les conditions de contrôle de l'utilisation, la capacité écologique et environnementale, la capacité de charge de l'infrastructure et les conditions de construction en génie, et constituer une liste des conditions. Elle devrait étudier la protection, la restauration, le développement et l'utilisation des demandes des représentants des propriétaires, des organes de gestion, des détenteurs de droits d'utilisation et des acteurs du marché, et constituer une liste de demandes. Il devrait également intégrer des politiques qui peuvent être appliquées dans le cadre de la planification, telles que la consolidation globale des terres, le réaménagement de terrains inefficaces et l'entrée sur le marché de terrains de construction opérationnels appartenant à la collectivité, et constituer une liste de politiques.

3.1.3 Exécution de la planification de l'allocation des ressources : définition du mode de présentation et de préparation des droits pour la protection et l'utilisation des ressources naturelles

Premièrement, il faudrait clarifier les objectifs de développement et renforcer la planification fonctionnelle. La clé de la préservation et de l'appréciation de la valeur réside dans la planification industrielle et opérationnelle. Compte tenu de l'emplacement, des avantages en matière de ressources et de la demande du marché de l'unité d'allocation, le plan devrait définir les objectifs de développement, préciser la structure fonctionnelle et l'orientation de la valeur des ressources et des actifs en termes de fonctions de service, de financement et de recettes, et proposer des stratégies de protection et de restauration, de développement et d'utilisation et de développement industriel.

Deuxièmement, le plan devrait se rattacher à l'aménagement du territoire et clarifier l'aménagement des droits. Dans les conditions de référence définies par les plans-cadres territoriaux, les lignes de contrôle urbaines et les plans spécialisés, le plan devrait proposer des types, des modalités et des conditions de droits pour la mise en valeur, la protection et l'utilisation des ressources naturelles, tels que les droits d'utilisation des terres de construction, les droits de gestion des contrats fonciers, les droits miniers, les droits d'utilisation des terres agricoles appartenant à l'État et les droits de retrait de l'eau. Il peut également établir des droits opérationnels spéciaux, tels que les droits d'exploitation touristique et touristique ou les droits de gestion des forêts, en fonction des besoins d'exploitation des actifs. Sur cette base, le plan devrait constituer un plan d'allocation des

droits et, par le biais de l'aménagement des droits et de la comptabilité coûts-avantages, proposer des recommandations concernant l'aménagement du territoire et les indicateurs de contrôle de la construction en vue d'une planification détaillée (fig. 5).

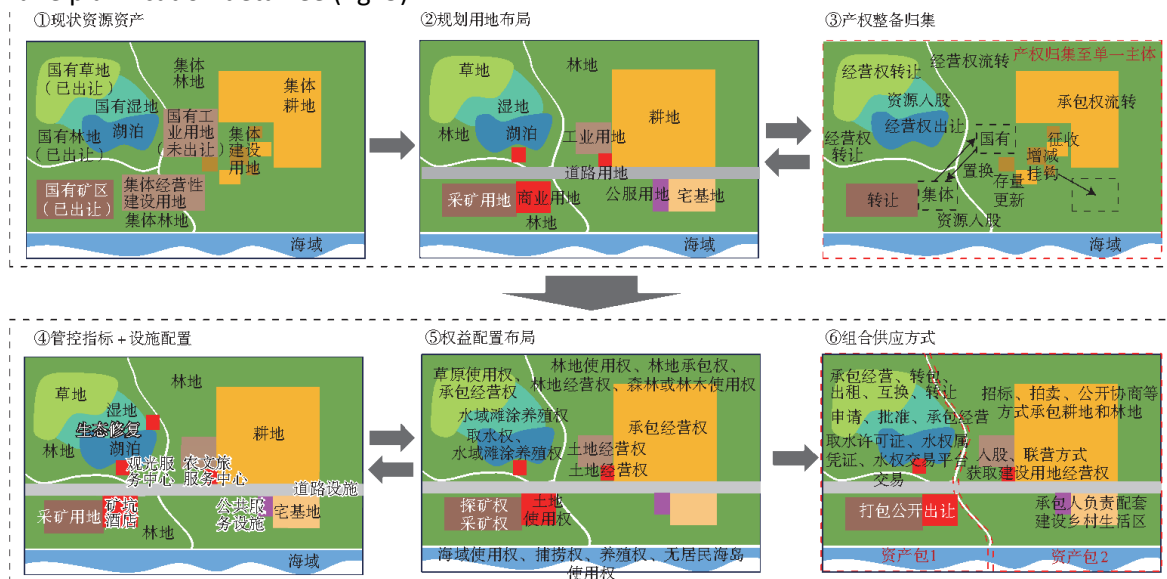


Figure 5 Principaux contenus techniques de la planification des unités de répartition des ressources naturelles.

Troisièmement, il faudrait élaborer des stratégies de préparation et clarifier les méthodes d'attribution. Sur la base des plans d'utilisation des terres et de mise en place des droits, le plan devrait préciser le plan de préparation pour la collecte d'actifs de ressources fragmentés par la réservation, le transfert, le remplacement, le crédit-bail, la participation au capital, la tutelle et d'autres moyens. Elle devrait définir la portée des objectifs d'approvisionnement combinés pour les ressources naturelles, préciser les méthodes d'attribution telles que le moyen de transport, le crédit-bail, la contribution au capital à la valeur évaluée, l'exploitation autorisée et les droits accessoires, et fixer les conditions d'approvisionnement et les exigences d'exploitation pour les ensembles d'actifs.

3.2 Plans de mise en œuvre des projets: préciser les voies de préparation des ressources et de fourniture des biens

Les plans de mise en œuvre des projets d'ensemble d'actifs sont l'extension opérationnelle de la planification des unités de répartition. Ils transforment la disposition des droits au niveau de l'unité, la disposition de l'utilisation des terres, le mode de préparation et les besoins d'approvisionnement en arrangements de projet réalisables. Autour de l'ensemble d'actifs, le plan devrait préciser le sujet de la mise en œuvre, le périmètre du projet, la liste des actifs, la relation entre les droits, les coûts de préparation, la structure de financement, les procédures d'approbation, le calendrier des approvisionnements, les conditions d'approvisionnement, la mesure des recettes et les règles de partage des recettes. Elle devrait également se coordonner avec la planification détaillée, les contrats d'approvisionnement en terres, les exigences en matière de restauration écologique et les accords d'exploitation industrielle connexes, de sorte que les droits, obligations, investissements, rendements et répartition des risques du gouvernement, des propriétaires, des utilisateurs et des acteurs du marché soient explicites avant leur mise en oeuvre.

Pour les zones de construction non concentrées, la mise en oeuvre du projet implique souvent des ressources multiples, des sujets de propriété multiples et de multiples sources de revenus. Le système de mise en oeuvre

devrait donc organiser la préparation et la fourniture des biens autour d'un ensemble intégré au lieu d'une seule parcelle. Elle devrait combiner la restauration écologique, l'amélioration de l'agriculture, l'exploitation culturelle et touristique, la restauration des terres minérales et l'amélioration des infrastructures avec l'attribution de droits sur les ressources, et établir une boucle fermée entre les intrants de préparation, les revenus opérationnels, le financement du remboursement et les recettes publiques. En ce sens, le plan d'ensemble des actifs est à la fois un document d'exécution de projet et un mécanisme permettant de transformer la valeur prévue en valeur transactionnelle et en valeur opérationnelle.

4 Garanties de mise en œuvre pour la planification des ressources naturelles axée sur la mise en œuvre

La planification des ressources naturelles axée sur la mise en œuvre ne peut prendre effet que lorsque les résultats de la planification sont intégrés dans l'aménagement du territoire, l'approvisionnement en ressources, la gestion des contrats et l'exploitation du marché. Il est donc nécessaire de renforcer les garanties de mise en œuvre par le biais de la connexion juridique, de la coordination administrative, de la participation au marché et de la rétroaction dynamique.

4.1 Renforcement de la mise en œuvre juridique par une planification détaillée et des contrats d'approvisionnement

La planification détaillée est la base légale pour la délivrance des permis de planification et la mise en œuvre du contrôle de l'utilisation des terres. La disposition des droits, les exigences en matière de préparation et les conditions d'approvisionnement proposées par la planification des biens devraient être réintégrées dans la planification détaillée en temps opportun. Les fonctions d'utilisation des terres, la capacité de développement, les installations publiques, les exigences en matière de restauration écologique et les indicateurs de contrôle dans le cadre de la planification détaillée devraient être coordonnés avec l'aménagement des droits, l'équilibre coûts-avantages et les besoins en matière d'approvisionnement en matériel. Ainsi, la valeur prévue générée par la répartition des actifs peut être fixée dans des conditions de contrôle statutaire.

Au stade de la mise en œuvre, les contrats d'approvisionnement devraient traduire davantage les exigences de planification en droits et obligations. Par le biais de contrats d'approvisionnement en terres, de transfert de droits sur les ressources, d'exploitation autorisée, de location, de tutelle ou d'autres formes, le gouvernement et les acteurs concernés devraient préciser la portée des actifs, la durée des droits, les restrictions d'utilisation, les responsabilités en matière de protection et de restauration, les obligations en matière d'investissement, la répartition des revenus, l'évaluation du rendement et les passifs en souffrance. La planification détaillée fournit un soutien législatif, tandis que les contrats d'approvisionnement fournissent des arrangements exécutoires pour des projets spécifiques. Leur combinaison peut renforcer la mise en œuvre juridique et pratique de la planification des ressources naturelles.

4.2 Renforcer la mise en œuvre de la planification par un gouvernement efficace et un marché efficace

La préservation et l'appréciation des ressources naturelles exigent le fonctionnement conjoint d'un gouvernement efficace et d'un marché efficace. Le gouvernement devrait entreprendre une coordination globale, la protection de l'intérêt public, le contrôle de base, la clarification des droits et l'intégration des politiques. Il devrait coordonner les propriétaires, les organes de gestion, les détenteurs de droits d'utilisation et les acteurs du marché, et organiser la préparation des ressources intersectorielles et interpropriétés lorsqu'un seul acteur ne peut pas achever sa mise en œuvre de manière indépendante. Dans le même temps, les mécanismes du marché devraient être utilisés pour identifier la demande, organiser le fonctionnement, améliorer l'efficacité et transformer la valeur prévue en transactions et en rendements opérationnels.

Dans la mise en œuvre pratique, le gouvernement devrait éviter de remplacer le fonctionnement du marché par une allocation administrative. Elle devrait plutôt établir des règles claires pour la préparation des actifs, l'offre combinée, la tarification, le financement, le partage des recettes et l'évaluation des résultats. Les acteurs du marché devraient participer à la planification et à l'exploitation des projets d'ensemble d'actifs, conformément à des exigences claires en matière de droits, d'obligations et de contrôle. Grâce à un retour d'information dynamique entre la planification des biens et l'aménagement du territoire, les résultats de la mise en œuvre peuvent être utilisés pour ajuster les limites des unités, l'attribution des droits, les ensembles de projets et le calendrier de l'approvisionnement, de sorte que le système de planification puisse répondre aux changements dans les conditions des ressources, la demande du marché et les objectifs publics.

5 Conclusion

La planification est un mécanisme essentiel pour promouvoir la préservation de la valeur et l'appréciation des ressources naturelles. L'aménagement du territoire joue un rôle décisif dans l'attribution de l'appréciation de la valeur de ces actifs, car il détermine l'échelle, la nature, le type, la distribution et la différenciation de la valeur spatiale des actifs par le contrôle de l'utilisation, la disposition fonctionnelle et les indicateurs de contrôle détaillés. Toutefois, l'aménagement du territoire présente des lacunes dans la mesure de la valeur des actifs et le calcul de l'équilibre financier de la protection, de la préparation, de l'approvisionnement et de l'exploitation. La planification des ressources naturelles est donc nécessaire pour jouer un rôle supplémentaire.

Du point de vue de la coordination avec l'aménagement du territoire, la planification des ressources naturelles devrait être placée comme un plan spécialisé lié à l'espace territorial. Son système devrait être axé sur les municipalités et les comtés, comprendre des plans globaux d'allocation et des plans d'unités d'allocation, et être complété par des plans d'exécution de projets d'équipement. La planification des ressources naturelles axée sur la mise en œuvre devrait adopter le modèle de planification des unités d'allocation plus les plans d'exécution des projets relatifs à l'ensemble des biens. La planification de l'unité d'affectation précise les ressources et les biens qui devraient être affectés, le lieu où ils se trouvent, leur montant et la façon dont les droits, les coûts, les avantages et les responsabilités de mise en œuvre sont organisés. Les plans de mise en œuvre des projets d'ensemble d'actifs améliorent la préparation des ressources, l'approvisionnement, le financement, l'approbation, l'exploitation et le partage des recettes.

Pour la mise en œuvre, la planification des biens devrait être liée à une planification détaillée par une rétroaction interactive, de manière à coordonner la mise en place des droits, les intrants et les produits, l'aménagement du territoire et les indicateurs de contrôle. Elle devrait également être mise en œuvre par le biais de contrats d'approvisionnement et de mécanismes de marché, clarifiant ainsi les responsabilités juridiques et les arrangements opérationnels. Grâce au mécanisme combiné de planification détaillée, de contrats d'approvisionnement et d'un gouvernement efficace et d'un marché efficace, la planification des ressources naturelles peut fournir un moyen opérationnel de traduire l'affectation de la valeur fondée sur la planification en appréciation des biens et de promouvoir l'équilibre financier de la protection et de l'utilisation des ressources naturelles.

Références

- [1] Song Malin, Cui Lianbiao, Zhou Yuanxiang. Natural resource management system and institutions in China: status, problems and prospects [J]. Journal of Natural Resources, 2022, 37(1): 1-16.
- [2] Chai Duo, Yang Hong. Functional positioning and compilation path of planning for the protection and use of state-owned natural resource assets [J]. China Land Science, 2023, 37(6): 1-11.

- [3] Office of the Central Institutional Organization Commission. Provisions on the functional configuration, internal institutions and staffing of the Ministry of Natural Resources [EB/OL]. (2018-09-11) [2024-09-09]. http://www.scopssr.gov.cn/jgbzdt/gg/201811/t20181119_325750.html.
- [4] Zhu Congmou, Wang Ke, Zhang Jing, et al. Connotation and implementation path of territorial spatial governance: based on the perspective of elements-structure-function-value [J]. *China Land Science*, 2022, 36(2): 10-18.
- [5] Wang Zhaoyu, Zhu Guoming, Xiang Zhenying, et al. Transformation of territorial spatial planning mode from incremental expansion to stock adjustment: practice in high-intensity development areas of the Pearl River Delta [J]. *China Land Science*, 2021, 35(2): 1-11.
- [6] Xinhua News Agency. Opinions of the CPC Central Committee and the State Council on establishing a territorial spatial planning system and supervising its implementation [EB/OL]. (2019-05-23) [2024-09-09]. https://www.gov.cn/zhengce/2019-05/23/content_5394187.htm.
- [7] Zhao Yanjing. On the basic framework of territorial spatial planning [J]. *City Planning Review*, 2019, 43(12): 17-26.
- [8] Yang Hong, Chai Duo, Liu Hong. Functional positioning and compilation ideas of natural resource asset planning [J]. *China Land*, 2024(1): 40-44.
- [9] Han Yingfu. Legislative difficulties and solutions for planning the protection and use of state-owned natural resource assets [J]. *China Population, Resources and Environment*, 2023, 33(12): 184-194.
- [10] Zhang Xiaolei, Wu Fei, Shen Chunzhu, et al. Natural resource asset planning: theoretical connotation, mechanism and compilation logic [J]. *China Land Science*, 2024, 38(4): 11-19.
- [11] Ma Shifa, Zhou Xingru, Hu Die, et al. Natural asset planning: concept, scientific logic and basic framework [J]. *Planners*, 2023, 39(3): 125-130.
- [12] Wang Xundi, Teng Longmei, Zhu Jingyi, et al. Thoughts on compiling plans for the protection and use of state-owned natural resource assets: a case study of Hangzhou, Zhejiang Province [J]. *China Land*, 2023(7): 37-39.
- [13] Yuan Yuan, Jin Zhifeng, Zhang Xiaolei, et al. County-level natural resource asset planning: logical positioning, core work and allocation path [J]. *China Land Science*, 2024, 38(6): 29-39.
- [14] Zhang Xiaolei, Wu Fei, Shen Chunzhu, et al. Natural resource asset planning: theoretical connotation, mechanism and compilation logic [J]. *China Land Science*, 2024, 38(4): 11-19.
- [15] Huo Ziwen, Zhou Yu, Zhou Dailin, et al. Reflections on implementation-oriented planning for the protection and use of state-owned natural resource assets [J]. *Natural Resource Economics of China*, 2023, 36(8): 50-57.
- [16] Zhou Qin, Zhang Xiaolei, Jin Zhifeng. Planning of natural resource asset allocation units: functional positioning, compilation ideas and coordination model [J]. *Planners*, 2025(10): 1-10.
- [17] Zhao Yi, Xu Chen, Wang Zhenyu, et al. Territorial spatial planning responses and strategies from the perspective of resources and assets [J]. *City Planning Review*, 2025, 49(6): 36-44.
- [18] Zhao Yanjing. Urban planning, land planning and major function zones: territorial spatial planning from a national perspective [J]. *Beijing Planning Review*, 2020(3): 155-158.
- [19] Zhao Yanjing, Shen Jie. Value capture and wealth transfer: the underlying financial logic of urban renewal [J]. *Urban Planning Forum*, 2023(5): 20-28.
- [20] Zhao Yi, Zhang Shangwu. Value of rural ecological products: realization models, influence mechanisms and embedded planning responses [J]. *Urban Planning Forum*, 2024(4): 25-33.
- [21] Zhao Yanjing, Qiu Shuang, Shen Jie, et al. Financial attributes of urban land: from land-use balance sheet to asset-liability statement [J]. *City Planning Review*, 2023, 47(3): 4-14.

- [22] Yan Jinming, Wang Xiaoli, Xia Fangzhou. Reshaping the new pattern of natural resource management: target positioning, value orientation and strategic choice [J]. China Land Science, 2018, 32(4): 1-7.
- [23] Bi Baode. Land Economics [M]. 7th ed. Beijing: Renmin University of China Press, 2016.
- [24] Xu Ruisheng, Ma Xiangming, Wang Zhaoyu. Thinking on territorial spatial planning and Guangdong practice from the perspectives of land rights and domain rights [J]. China Land Science, 2022, 36(12): 20-30.
- [25] Han Shengfa, Li Jijun, Su Juan, et al. Compilation of natural resource asset balance sheets: theoretical framework and empirical research [J]. Urban Planning Forum, 2025(2): 74-80.
- [26] Xu Ning, Wang Zhaoyu, Liang Jiajian, et al. Detailed planning model in stock areas from the perspective of land preparation: an analysis based on urban practices in Guangdong Province [J]. Urban Planning Forum, 2023(6): 105-112.
- [27] Wang Jianhang, Luo Peisheng, Liu Zixuan. Reflections on the connotation of owner responsibilities for state-owned natural resource assets [J]. China Land, 2022(8): 40-42.
- [28] Tan Rong. Analysis of the entrusted-agency mechanism for ownership of state-owned natural resource assets [J]. China Land Science, 2022, 36(5): 1-10.

Traduction assistée par IA